

Nouakchott, le 29 MARS 2018 نواكشوط

INSTRUCTION N° 08/GR/2018

Définissant le cadre des collatéraux des opérations de politique monétaire

Le Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie

- Vu la loi N°73-118 du 30 Mai 1973 portant création de la Banque Centrale de Mauritanie ;
- Vu l'Ordonnance N° 2007-004 du 12 Janvier 2007 portant statut de la Banque Centrale de Mauritanie ;
- Vu l'Ordonnance N°2007-020 du 13 Mars 2007 relative aux établissements de crédits ;
- Vu le décret n° 003/2015 du 09 Janvier 2015 Portant nomination du Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie ;
- Vu l'instruction N° 08/GR/2017 du 27/12/2017 relative aux instruments de Politique Monétaire ;
- Vu la circulaire N° 03/GR/2007 du 16 octobre 2007 relative aux procédures de fonctionnement du Marché monétaire ;
- Vu la circulaire N° 02/GR/2017 du 27 décembre 2017 relative aux procédures d'application des instruments de politique monétaire ;

Décide :

Article Premier :

La présente instruction a pour objet de définir le cadre des collatéraux éligibles aux opérations de politique monétaire définies à l'instruction N° 08/GR/2017.

شارع الاستقلال
ص ب: 623 نواكشوط - موريتانيا
هاتف:
+ 222.45.25.22.06
+ 222.45.25.28.88
فاكس:
+ 222.45.25.27.59
info@bcm.mr
www.bcm.mr

BP 623
Nouakchott Mauritanie
Tel : +222.45.25.22.06
+ 222.45.25.28.88
Fax: + 222.45.25.27.59
info@bcm.mr
www.bcm.mr



Article 2 :

Dans le cadre de sa politique monétaire, la Banque Centrale de Mauritanie met en œuvre ses opérations de refinancement contre des titres de créances négociables et des créances bancaires.

Au sens de la présente instruction :

- Les titres de créances négociables désignent les titres de créances émis par l'Etat (Bons du Trésor) et les titres de créances émis par la Banque Centrale (Bons BCM) ;
- Les créances bancaires désignent les créances professionnelles définies comme étant les créances accordées à toute personne physique, dans l'exercice de son activité professionnelle ou toute personne morale, de droit privé ou de droit public, conformément à l'article 1080 du code de commerce.

Article 3 :

Les créances bancaires ne sont éligibles aux opérations de refinancement de politique monétaire, pour une banque concernée, qu'après épuisement de son stock des Bons du Trésor et des Bons BCM.

Article 4

Les créances bancaires éligibles aux opérations de refinancement de politique monétaire font l'objet d'une classification et d'une décote en fonction du niveau des risques évalué par la Banque Centrale.

Article 5

Les collatéraux éligibles aux opérations de refinancement de politique monétaire doivent être d'une maturité supérieure à l'échéance du refinancement pour lequel ils sont affectés à titre de garantie.

Article 6

Pour être éligibles aux opérations de refinancement, les créances bancaires doivent être :

- libellées en ouguiya ;
- matérialisées par un plan de remboursement et un échéancier prédéterminé;
- accordées aux résidents ayant le statut d'entreprises publiques ou privées non financières et des personnes physiques dans l'exercice de leur activité professionnelle.

- Inscrites dans le dernier relevé déclaré à la centrale des risques à la Banque Centrale et classées catégorie A conformément aux dispositions de l'instruction 05/GR/2014;
- d'un montant d'encours net résiduel supérieur à 2 millions MRU ;
- d'une hypothèque dûment enregistrée.

Article 7

La mobilisation des titres de créances négociables éligibles se fait par une opération de pension livrée dont le modèle de convention cadre est conforme à l'annexe 15 de la circulaire 03/GR/2007 relative aux procédures de fonctionnement du marché monétaire.


La mobilisation des créances bancaires nécessite la signature d'une convention cadre de pension livrée contre créances bancaires.

Article 8

La valeur des collatéraux, diminuée des éventuelles décotes arrêtées par la Banque Centrale, doit être constamment supérieure ou égale au montant total du refinancement auquel s'ajoutent les intérêts y afférents.


Article 9

Pour un portefeuille présenté comme garantie par une banque, la limite de concentration de risques par débiteur est fixée à 5%.


 La Banque Centrale de Mauritanie se réserve le droit de modifier les décotes, d'exiger des garanties complémentaires, d'exclure certains actifs éligibles ou d'appliquer des limites aux risques vis à vis d'émetteurs, débiteurs ou garants.

Article 10

Les directions en charge de la politique monétaire, du marché monétaire, de la comptabilité et de la supervision bancaire et financière sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'application de la présente instruction qui annule et remplace toutes dispositions antérieures contraires.

 Elle entre en vigueur à compter de sa date de signature.

Abdel Aziz Dahi

3